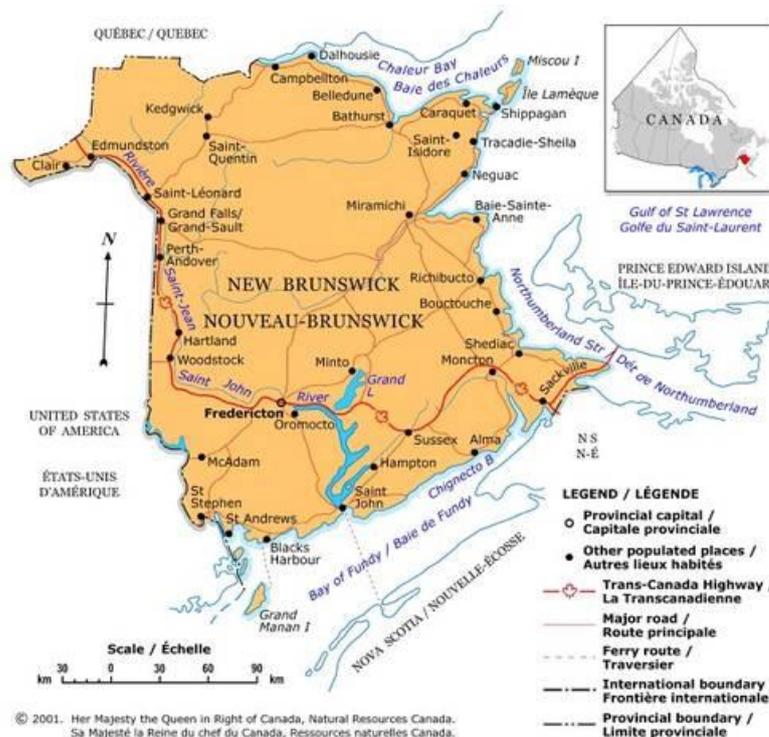




# Economie du Nouveau-Brunswick

Avril 2019

© DG Trésor



## Présentation générale

### Une province faiblement peuplée, plutôt rurale

Population : **772 000**  
habitants (2,1% de la  
population totale du Canada)

Superficie : **71 377** km<sup>2</sup>

Taux d'urbanisation (2011) :  
**53%** (Canada : 81%)

La population du Nouveau-Brunswick s'élevait à 772 000 habitants au quatrième trimestre de 2018 (+0,5% sur 1 an grâce notamment à des programmes d'intégration d'immigrants), soit 2,1% de la population totale du Canada. Son profil est plus rural que la moyenne canadienne (48% contre 19% en 2011).

Sa capitale est Fredericton (59 400 habitants), les deux principaux centres urbains étant l'agglomération du Grand Moncton/Dieppe (149 700 habitants) et Saint-Jean (120 000).



Le Nouveau-Brunswick possède une large façade maritime ainsi que de nombreux fleuves et lacs qui sont des atouts économiques (pêche, production d'électricité). La forêt recouvre 85% des terres. La province est également riche en minerais.

Elle est par ailleurs la seule province canadienne officiellement bilingue (anglais/français) et les Acadiens y constituent une importante communauté francophone. Le français est ainsi la langue maternelle d'environ 1/3 de la population selon le dernier recensement (2016).

## Perspectives économiques

### Ralentissement économique attendu en 2019.

Après quelques années durant lesquelles la croissance du Nouveau-Brunswick a surpassé les attentes, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime qu'en 2018 la croissance économique réelle s'est établie à 0,9 %, en léger recul par rapport à ce qui avait été projeté dans le budget de 2018-2019 (1,1%). Même si les ventes du secteur de la fabrication, les mises en chantier et le commerce affichaient des gains au début de l'année, un ralentissement significatif a été observé au cours du quatrième trimestre.

Pour 2019, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor anticipe une croissance du PIB réel de 0,6 %, inférieure au consensus de 0,9 % des prévisionnistes du secteur privé. Le ralentissement enregistré à la fin de 2018 devrait se maintenir au cours de la première partie de l'année, freinant les perspectives de croissance dans la fabrication et les échanges commerciaux.

Après deux années consécutives de croissance (+0,4 % en 2017 et +0,3 % en 2018), l'emploi devrait rester stable en 2019. Le vieillissement de la population continuera d'entraver le potentiel de croissance économique. Au Canada, la province affiche l'une des proportions les plus élevées de personnes dans la tranche d'âge de 55 ans et plus (36,8 %).

Pour 2019 et malgré la signature du nouvel ACEUM (Accord Canada États-Unis Mexique), le gouvernement du Nouveau-Brunswick estime que les investissements et les exportations seront probablement ralentis jusqu'à la ratification et l'entrée en vigueur de l'entente dans les pays respectifs. Le conflit actuel concernant le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis continue à restreindre les perspectives de croissance dans le secteur forestier. La baisse des prix du bois d'œuvre et le ralentissement de la croissance des mises en chantier aux États-Unis devraient être en partie compensés par la faiblesse du dollar canadien, limitant ainsi les pressions concurrentielles auxquelles l'industrie doit faire face.

### Déficit de la balance commerciale en 2018.

En 2018, pour la première fois depuis 2014 la balance commerciale du Nouveau-Brunswick a été déficitaire (- 419 M CAD). L'importante explosion qu'a connue la raffinerie Saint Jean au cours de l'année a pesé sur le niveau de production pétrolière et impacté les coûts de production. Ce secteur constituant l'un des principaux postes d'exportation de la province, la baisse du niveau attendu des exportations s'est répercutée sur la balance commerciale et son déficit en 2018. Par ailleurs, les difficultés rencontrées

|  |
|--|
| <p>Croissance PIB réel :</p> <p>2017: <b>1,8 %</b></p> <p>2018: <b>0,9 %</b></p> <p>Prévision 2019 : <b>0,6 %</b></p> <p>2,2 % des exportations du Canada</p> <p>Chômage février 2019 : <b>8,5 %</b></p> <p>IPC janvier 2019 : <b>+1,1 %</b></p> |
|--|



dans deux exploitations minières sur le site de Caribou (cuivre-plomb-zinc) ont conduit à une perte de production et une augmentation des coûts d'exploitation, générant une réduction des exportations minières en 2018. Les exportations, constituées à 59 % de produits minéraux (essentiellement du pétrole raffiné) et à 32 % de produits des filières agriculture/pêche/forêt, ont diminué de 2 % en 2018 alors que les importations ont augmenté de 14 %. Les exportations du Nouveau-Brunswick représentent 2,3 % de l'ensemble des exportations canadiennes tandis que ses importations représentent 2,2 % des importations totales.

Les Etats-Unis sont le premier client (90,4 %) et fournisseur (36,7 %) de la province en 2018. Le Nouveau-Brunswick reste de fait la province canadienne la plus dépendante du voisin américain.

### **Finances publiques - Premier budget du nouveau gouvernement Higgs : équilibré, prudent et sans grande réforme.**

Le gouvernement progressiste-conservateur (PPC) de Blaine Higgs élu en novembre 2018 a présenté son premier budget le 19 mars 2019. Alors que la campagne électorale avait fortement mis l'accent sur la rigueur budgétaire et le contrôle des dépenses, le budget 2019 se révèle être prudent mais ne présente cependant aucune grande réforme. Il s'agit du premier budget équilibré depuis 13 ans, prévoyant même un léger surplus de 23 M CAD. Les dépenses totales seront de 9,8 Mds CAD. Le budget limite la croissance des dépenses à 1,3 % même si les recettes devraient s'accroître de 1,5 %. Le gouvernement profite surtout d'une hausse de 185 M CAD en paiements de transfert du gouvernement fédéral. La dette nette du Nouveau-Brunswick devrait diminuer pour la première fois en 13 ans. Elle s'établit actuellement à 14,1 Mds CAD et devrait diminuer de 49 M CAD.

La marge de manœuvre du gouvernement reste toutefois étroite avec une population vieillissante, des taux d'imposition assez hauts et une dette importante (40% du PIB).

## **Aspects sectoriels**

### **Principaux secteurs économiques**

**Energie, minerais et hydrocarbures** : en 2018, ce secteur représentait 59 % des exportations totales de la province.

La province possède d'importantes réserves d'hydrocarbures. Le champ de gaz de McCully, découvert en 2000, disposerait de réserves brutes de 2,8 Mds m<sup>3</sup>. Actuellement 32 puits de gaz naturel en exploitation y produisent 990 000 m<sup>3</sup>/jour en hiver. Le champ de pétrole de Stoney Creek, découvert en 1909, disposerait de réserves de 220 M m<sup>3</sup> et de 2 M de barils. Le nouveau gouvernement conservateur envisage de lever le moratoire concernant la fracturation hydraulique. À moyen terme, l'exploitation du gaz naturel pourrait stimuler les dépenses d'investissement, la création d'emplois et les revenus du gouvernement.

La partie sud de la province est traversée par le Maritime and Northeast Pipeline qui relie les provinces atlantiques et le nord-est des Etats-Unis depuis 1999. La ville de Saint-Jean est par ailleurs devenue un centre pétrochimique avec le terminal de regazéification de gaz naturel liquéfié de Canaport LNG (capacité de 28 M m<sup>3</sup>/jour) et la raffinerie d'Irving Oil, la plus importante du Canada avec une capacité de 300 000 barils/jour. Des réparations sont cependant en cours ce qui en limite la production.



Bien qu'elle dispose de charbon, l'industrie fonctionne principalement avec de l'électricité hydraulique et nucléaire. La centrale nucléaire de Point Lepreau (635 MW) a été rouverte en 2013 après 4 ans de travaux et fournit le tiers de la consommation locale d'électricité, le reste étant fourni à parts égales par les combustibles fossiles et les énergies renouvelables. À l'horizon 2020, les énergies renouvelables, et notamment l'énergie éolienne, pourraient représenter 40% du mix énergétique.

Le sous-sol est aussi riche en gisements miniers, notamment de zinc, d'argent, de plomb, de cuivre, de cadmium. Cependant, compte-tenu du contexte international difficile, le secteur peine à redémarrer. Après la fermeture des mines Brunswick et Penobsquis, la firme Potash Corp a annoncé début 2016 la suspension des activités de sa mine de potasse de Picadilly qui employait 430 personnes (faibles cours de la potasse). Enfin, la Trevali Mining Corp a indiqué vouloir reprendre l'exploitation de l'ancienne mine Restigouche en 2019 (zinc, plomb, argent). La production minière a diminué de 13 % en 2018 par rapport à 2017.

**Agriculture, pêche et forêts** : les produits de la filière agricole et de la pêche ne représentaient plus que 3,3 % du PIB en 2017. Les poissons et crustacées (notamment les homards) représentent cependant 11 % des exportations en 2018. Pour 2019, les secteurs des pêches et de l'aquaculture devraient être soutenus par les prix élevés de certains produits issus du poisson, plus d'investissements et de solides exportations de fruits de mer. Toutefois, les pénuries de main-d'œuvre peuvent encore constituer un obstacle à la croissance. La province produit aussi des pommes de terre, du fourrage (foin, trèfle, avoine) et des fruits. L'industrie agroalimentaire est bien développée. McCain Foods, spécialisée dans les produits alimentaires surgelés, est la plus importante société ayant son siège social dans la province. La demande est en croissance pour de nombreux produits notamment les bleuets.

Les forêts de la province sont riches en bois dur et en conifères, exploités pour leurs propriétés papetières. L'industrie forestière représente 15,3 % (2018) des exportations de la province (essentiellement vers les États-Unis). Grand acteur industriel provincial, le groupe JD Irving est présent dans l'industrie forestière, de la pâte à papier, du transport et de la construction navale.

## Relations bilatérales

### Une présence française encore faible

La France est traditionnellement un partenaire modeste de la province. En 2018, les échanges entre la France et le Nouveau-Brunswick (56,5 M CAD) ne représentent que 0,55 % des échanges totaux entre la France et le Canada (10,3 Mds CAD).

Les échanges sont en hausse de 6,6 % en 2018 par rapport à 2017. La balance commerciale de la France avec le Nouveau-Brunswick profite d'une forte hausse des exportations et d'une forte baisse des importations pour devenir positive (+20,2 M CAD).



Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, les exportations de produits français au Nouveau-Brunswick sont en très forte hausse (+ 96 % par rapport à 2017). Même si elles restent modestes elles passent de 10 M CAD en 2016 à 19,5 M CAD en 2017 pour atteindre 38,4 M CAD en 2018. Des ventes circonstancielles de pétrole et la livraison d'un avion expliquent cette hausse en 2018. Traditionnellement, les exportations françaises au Nouveau-Brunswick sont la machinerie et l'agroalimentaire (vins et alcools). Les importations en France de produits du Nouveau-Brunswick connaissent une forte baisse : elles passent de 33,5 M CAD à 18,1 M CAD (-45,7 %) à cause de la baisse des achats de produits pétroliers (-84,8 %).

Les achats de crabes et homards du Nouveau-Brunswick représentent encore le principal secteur d'achat français (36,8 %).

Quelques entreprises françaises sont présentes dans la province :

- Engie opère depuis 2010 le parc éolien de Caribou (proche de Bathurst), la principale ferme éolienne de la province avec 33 turbines pouvant produire 99 MW d'électricité. L'énergie est vendue à New Brunswick Power Distribution and Customer Service Corporation sur un contrat de 20 ans.
- CertainTeed Gypsum (Filiale de St Gobain), qui exploite une usine de matériaux de construction à McAdam (cinquantaine d'employés).
- Veolia Water Canada gère les eaux de la station d'épuration de Turtle Creek, desservant le Grand Moncton (100 000 M3/jour) jusqu'en 2019 avec une possibilité de renouvellement du contrat.

On trouve également Rexel, Lafarge, Sodexo, Vinci....

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Montréal.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique de Montréal  
Ambassade de France au Canada  
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9  
Canada

Mise à jour par : Erika Montagnac

Validé par : Samuel Lefebvre

Version d'avril 2019

Sources : Gouvernement de la Province du Nouveau-Brunswick, RBC, Statcan